JE VOIS LA VIE EN VOSGES



CONSEIL MUNICIPAL DE VAGNEY
• 27 MAI 2021 •

Compte-rendu

- ORDRE DU JOUR -

- *Examen du compte rendu de la séance du 13 avril 2021*
- *Compte rendu des délégations du Conseil Municipal au Maire*
  - *Exercice du droit de préemption urbain ;*
  - *Devis et contrats divers.*

1 - Finances - Budget Eau - Admissions en non-valeur
2 - Finances - Budget Assainissement - Admissions en non-valeur
3 - Finances - Budget Commune - Admission en non-valeur
4 - Finances - Budget Commune - Décision modificative budgétaire n°1
5 - Finances - Budget Eau - Décision modificative budgétaire n°1
6 - Finances - Budget Assainissement - Décision modificative budgétaire n°1
7 - Finances - Budget Forêt - Décision modificative budgétaire n°1
8 - Finances - Autorisation de signature de contrats de prêts auprès du crédit agricole
9 - Finances - Remboursement des frais d'électricité de la station de pompage par la Commune de Sapois pour l'année 2020
10 - Finances - Vote du règlement d'utilisation et des tarifs de mise à disposition d'une scène mobile
11 - Personnel - Vote de la contribution annuelle au groupement d'action sociale de l'amicale du personnel
12 - Personnel - Création de postes pour avancement de grade
13 - Associations - Vote des subventions aux associations pour l'année 2021
14 - Périscolaire - Autorisation de signature de l'avenant n°2 à la convention d'objectif et de partenariat avec l'association des p'tites gueules
15 - Affaires scolaires - Vote des tarifs scolaires pour l'année 2021/2022
16 - Institutions - Commission Lotissement - Modificatif
17 - Lotissement - Détermination du règlement de lotissement des Roches de Fontaine
18 - Lotissement - Détermination du règlement d'attribution des lots à bâtir du lotissement des Roches de Fontaine
19 - Lotissement - Détermination des prix de vente des lots à bâtir du lotissement des Roches de Fontaine
20 - Lotissement - Dénomination de la voie publique d'accès au lotissement des Roches de Fontaine
21 - Communauté des Communes - Délibération relative aux statuts, siège et nom
22 - Intercommunalité - Demande de retrait de communes du SMIC des Vosges
23 - Domaines - Demande de servitude de passage du réseau public d'eau potable sur les parcelles AC226 et AC228
24 - Domaines - Proposition de cession de terrains communaux au département des Vosges afin de régulariser le terrain d'assiette du futur collège du ban de Vagney - Modificatif
25 - Domaines - Transfert de propriété du terrain d'assiette de la médiathèque à la Communauté de Communes des Hautes Vosges - Modificatif

26 - Domaines - Autorisation de signature d'un bail rural avec M. Guy Abel (parcelle n°AT126)
27 - Domaines - Autorisation de signature d'une bail rural avec M. Guy Abel (parcelle n°AT127)
28 - Intercommunalité - Répartition du capital social de la société publique locale X-DE-MAT
29 - Domaines - Autorisation de signature d'un bail rural avec le GAEC des Jonquilles représenté par M. Fabrice Bastien (parcelles n°AT51, 53, 54, 55, 56)
30 - Domaines - Autorisation de signature d'un bail rural avec M. Hervé Jeangeorges (parcelle n°AL436)
31 - Travaux - Demande de subvention pour travaux aux écoles en 2021
32 - Questions et informations diverses
- *Travaux*
- *Agenda*
- *Courrier adressé à l'attention de l'Office National des Forêts*
- *Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme - avancement de la procédure*
- *Rapport d'activité 2020 de la Mission locale du pays de Remiremont et ses vallées*
- *Courrier adressé par le Préfet des Vosges au sujet du Syndicat de Télévision*
- *Attribution d'une subvention de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux au titre du projet de vidéoprotection*
- *Evolutions au sein de l'équipe voirie des services techniques municipaux*

CONSEIL MUNICIPAL DE VAGNEY
SEANCE DU 27 MAI 2021
COMPTE-RENDU

Présidence : Didier HOUOT, Maire de VAGNEY.
Etaient présents :
M. D. HOUOT, Maire, Mme D. ROBERT, Mmes E. AUBERT, K. CLAUDE, Mrs Y. PIQUÉE, L. VINCENT, C. PIERREL, Adjoints, Mrs J.M MARTIN, P. CUNY, J.F MESDAG, Mmes L. LABAYS, L. BAUD, C. SEHR, V. ORIVEL, M. LECOMTE-MARTIN, A. GASSER-MANGEOT, Mrs J.M PHILIPPE, M. ROHR, M. W. LANGLOIS, V. ANTOINE.
Absents – Excusés
M. D. JOMARD donne procuration à M. C. PIERREL
M. A. BRAUN donne procuration à M. D. HOUOT
Mme M. COLLIN donne procuration à M. L. VINCENT
Mme M.A GROSJEAN donne procuration à M. P. CUNY
Mme M.D GROSJEAN donne procuration à Mme K. CLAUDE
Mmes C. TRUFFIN, C. DUC GRANDEMANGE
Secrétaire de séance : Mme E. AUBERT.
Secrétaire Adjoint de séance : M. Rémi DECOMBE

Examen du compte rendu de la séance du 13 avril 2021 : Sans remarque particulière, celui-ci est adopté à l'unanimité.
Compte rendu des délégations du Conseil Municipal au Maire :

- Exercice du droit de préemption urbain : Monsieur le Maire fait état des ventes d'immeubles situées dans le champ du droit de préemption urbain et informe le conseil municipal qu'il n'a pas été fait usage de ce droit.
- Devis et contrats divers : Didier HOUOT, Yannick PIQUEE et Cédric PIERREL font état des devis signés :

Désignation	Entreprise	Date	Montant (€ TTC)
Achat écrans d'ordinateur LED service administratif	Pierrat informatique	11 mai 2021	1020,00
Remplacement de 2 PC service administratif (DST et Police)	Pierrat informatique	14 avril 2021	2 616,24
Achat de 6 PC portables d'occasion service administratif	Pierrat informatique	14 avril 2021	3 699,94
Restauration calvaire route de remiremont	Perrin C Tailleur de pierre	04 mars 2021	3 400,00
Signature contrat Itron logiciel télérelève compteurs d'eau	Itron	16 avril 2021	4 326,00
Prestation supplémentaire siècle image numérisation état-civil	Logitud	23 avril 2021	1 569,60
Marché de travaux rue albert jacquemin parking (groupement de commande avec Vosgelis)	Molinari	10 mai 2021	42 008,45
Achat de bacs à fleurs	Denis Glé ETS	12 avril 2021	1 440,00
Peinture intérieure école perce-neige	Villemard et Fils	19 avril 2021	5 801,40
Peinture intérieure école maternelle	Laurent BARTH	19 avril 2021	3 676,32
Travaux électriques école maternelle	SARL immo services	19 avril 2021	1815,60
Travaux électriques école perce-neige	SARL immo services	19 avril 2021	3207,60

Travaux menuiserie école perce-neige	Menuiserie Claude	19 avril 2021	5 229,60
Travaux menuiserie école maternelle	Menuiserie Claude	19 avril 2021	5 737,20
Travaux cloisons plafonds école maternelle	Grosdemange et Fils	19 avril 2021	5 865,23
Compteurs d'eau	Itron	04 mai 2021	13 257,60
Entretien Unimog	Garage KROELY	22 avril 2021	2345,06
Diagnostic réseau AEP	Oxya Conseil	19 avril 2021	26 725,20

1 – Finances – Budget Eau – Admissions en non-valeur

Madame Karine CLAUDE expose que la trésorerie de Cornimont a fait part de créances communales au titre du budget de l'eau (compte 6541 créances admises en non-valeur) pour les exercices 2014, 2015, 2016, 2018 et 2019 pour cause de poursuite sans effet. Les non-valeurs s'élèvent à un montant total de 105,79 € décomposé comme il suit :

Exercice budgétaire	N° de pièce comptable	Montant restant du	Motif de présentation
2014	R-3-507	11,61 €	Poursuite sans effet
2015	R-41-514	11,61 €	Poursuite sans effet
2016	R-99-500	11,61 €	Poursuite sans effet
2018	R-325-589	7,00 €	Poursuite sans effet
2018	R-325-589	44,70 €	Poursuite sans effet
2019	R-363-596	1,75 €	Poursuite sans effet
2019	R-363-596	17,51 €	Poursuite sans effet
TOTAL	-	**105,79 €**	-

Les crédits nécessaires sont prévus au budget eau pour l'exercice 2021 à hauteur de 5 000,00 € et consommés à hauteur de 934,74 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, admet en non-valeur les créances exposées ci-dessus selon la proposition qui précède.

2 – Finances – Budget Assainissement – Admissions en non-valeur

Madame Karine CLAUDE expose que la trésorerie de Cornimont a fait part de créances communales au titre du budget de l'assainissement (compte 6541 créances admises en non-valeur) pour les exercices 2018 et 2019 pour cause poursuite sans effet. Les non-valeurs s'élèvent à un montant total de 30,83 € décomposé comme il suit :

Exercice budgétaire	N° de pièce comptable	Montant restant du	Motif de présentation
2018	R-324-524	20,00 €	Poursuite sans effet
2018	R-324-524	4,66 €	Poursuite sans effet
2019	R-364-531	5,00 €	Poursuite sans effet
2019	R-364-531	1,17 €	Poursuite sans effet
TOTAL	-	**30,83 €**	-

Les crédits nécessaires sont prévus au budget eau pour l'exercice 2021 à hauteur de 3 000,00 € et consommés à hauteur de 789,21 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, admet en non-valeur les créances exposées ci-dessus selon la proposition qui précède.

3 – Finances – Budget Commune – Admission en non-valeur

Madame Karine CLAUDE expose que la trésorerie de Cornimont a fait part d'une créance communale au titre du budget général (compte 6541 créances admises en non-valeur) pour l'exercice 2012 pour cause de poursuite sans effet. Il s'agit d'une insertion de publication dans le bulletin communal restée impayée. La non-valeur s'élève à un montant total de 140,00 € décomposé comme il suit :

Exercice budgétaire	N° de pièce comptable	Montant restant du	Motif de présentation
2012	T-366	140,00 €	Poursuite sans effet
TOTAL	-	**140,00 €**	-

Les crédits nécessaires sont prévus au budget communal pour l'exercice 2021 à hauteur de 1 000,00 € et consommés à hauteur de 140,00 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, admet en non-valeur les créances exposées ci-dessus selon la proposition qui précède.

4 – Finances – Budget Commune – Décision modificative budgétaire n°1

Madame Karine CLAUDE propose au conseil municipal d'adopter une décision modificative budgétaire sur le budget général afin de tenir compte de certaines évolutions à prendre en compte depuis le vote du budget :

- Diminution de la subvention à verser à l'association des ptites gueules (30 000 €) ;

- Perception de l'indemnité d'assurance afin de réparer le calvaire de la rue de la roche croix (3 400 €) ;
- Modification d'affectation de l'état 1259 pour une application exacte de la compensation de la taxe d'habitation par l'application du coefficient correcteur en dépense et en recette (26 918 €) ;
- Suppression de l'opération liée au lotissement des roches de Fontaine, désormais financé par le budget annexe (- 54 164,43 €) et ajout de crédits supplémentaires pour revente de l'étude loi sur l'eau (5 160 €) ;
- Suppression des prévisions en matière de cessions de terrains (- 23 881 €) ;
- Crédits supplémentaires nécessaires à l'opération 2006 services techniques pour couvrir les restes à réaliser (15 000 €) ;
- Crédits supplémentaires nécessaires à l'opération 2107 Mairie pour couvrir des dépenses informatiques supplémentaires (5 000 €) ;
- Crédits supplémentaires nécessaires à l'opération 1509 Place de la Libération pour la maîtrise d'œuvre du projet (12 870,15 €) ;
- Crédits supplémentaires nécessaires à l'opération 2108 Equipements sportifs pour un placard à réaliser à la salle polyvalente (1 800 €) ;
- Crédits supplémentaires en dépenses imprévues de fonctionnement (30 000 €) et d'investissement (773,28 €).

Elle propose donc l'adoption du projet de décision modificative suivant :

Budget Principal 2021 - Décision modificative n°1 - Virement de crédits et crédits supplémentaires

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution	*Augmentation*	*Diminution*	*Augmentation*
FONCTIONNEMENT				
Ch. - 65 Autres charges de gestion courante	**30 000,00 €**			
Art. - 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres per	30 000,00 €			
Ch. - 022 Dépenses imprévues		***30 000,00 €***		
Art. - 022 Dépenses imprévues		30 000,00 €		
Ch. - 023 Virement à la section d'investissement		**3 400,00 €**		
Art. - 023(ordre) Virement à la section d'investissement		3 400,00 €		
Ch. - 014 Attténuations de produits		**26 918,00 €**		
Art. - 739111 Taxes foncières et d'habitation		26 918,00 €		
Ch. - 73 Impôts et taxes				**26 918,00 €**
Art. - 73111 Taxes foncières et d'habitation				26 918,00 €
Ch. - 77 Produits exceptionnels				**3 400,00 €**
Art. - 7788 Produits exceptionnels divers				3 400,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	**30 000,00 €**	**60 318,00 €**	**- €**	**30 318,00 €**
INVESTISSEMENT				
Ch. - 020 Dépenses imprévues		**773,28 €**		
Art. - 020 Dépenses imprévues		773,28 €		
Op. - 1509 PLACE DE LA LIBERATION		12 870,15 €		
Ch. - 20 Immobilisations incorporelles		**12 870,15 €**		
Art. - 2031 Frais d'études		12 870,15 €		
Op. - 2006 SERVICES TECHNIQUES 2020		15 000,00 €		
Ch. - 21 Immobilisations corporelles		**15 000,00 €**		
Art. - 21578 Autre matériel et outillage de voirie		15 000,00 €		
Op. - 2009 LOT ROCHES DE FONTAINES	54 164,43 €			5 160,00 €
Ch. - 20 Immobilisations incorporelles	**32 480,43 €**			**5 160,00 €**
Art. - 2031 Frais d'études	32 480,43 €			5 160,00 €
Ch. - 21 Immobilisations corporelles	**21 684,00 €**			
Art. - 2111 Terrains nus	21 684,00 €			
Op. - 2101 VOIRIE 2021		3 400,00 €		
Ch. - 23 Immobilisations en cours		**3 400,00 €**		
Art. - 2313 Constructions		3 400,00 €		
Op. - 2107 MAIRIE 2021		5 000,00 €		
Ch. - 21 Immobilisations corporelles		**5 000,00 €**		
Art. - 2183 Matériel de bureau et matériel informatique		5 000,00 €		
Op. - 2108 EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS		1 800,00 €		
Ch. - 21 Immobilisations corporelles		**1 800,00 €**		
Art. - 2188 Autres immobilisations corporelles		1 800,00 €		
Ch. - 020 Dépenses imprévues				
Art. - 020 Dépenses imprévues				
Ch. - 021 Virement de la section d'exploitation (recettes)				**3 400,00 €**
Art. - 021(ordre) Virement de la section d'exploitation				3 400,00 €
Ch. - 024 Produits des cessions d'immobilisations (recettes)			**23 881,00 €**	
Art. - 024 Produits des cessions d'immobilisations (recettes)			23 881,00 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	**54 164,43 €**	**38 843,43 €**	**23 881,00 €**	**8 560,00 €**
TOTAL GENERAL	**84 164,43 €**	**99 161,43 €**	**23 881,00 €**	**38 878,00 €**

Monsieur le Maire précise que cette décision modificative concerne notamment la subvention à l'association périscolaire des ptites gueules au sujet de laquelle une autre délibération sera évoquée plus tard en séance afin d'apporter de plus amples explications. Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte cette décision modificative.

5 – Finances – Budget Eau – Décision modificative budgétaire n°1

Madame Karine CLAUDE expose que suite à un contrôle de l'agence de l'eau Rhin-Meuse relatif aux redevances versées par la Commune à cet établissement public pour les années 2017 à 2019, il apparaît que des sommes complémentaires de redevances n'ont pas été collectées à l'occasion de la facturation mais doivent être versées à l'agence, au titre des factures dressées pour les abonnés disposant d'une fontaine.
Elle propose donc au conseil municipal d'adopter une décision modificative budgétaire sur le budget de l'eau afin de permettre ce versement complémentaire d'environ 4 000 €.
Le projet de décision modificative budgétaire est donc le suivant :

VAGNEY - Budget Eau 2021 - Décision modificative n°1 - Transfert de crédits

Désignation		Dépenses		Recettes	
		Diminution	*Augmentation*	*Diminution*	*Augmentation*
FONCTIONNEMENT					
Ch. **014**	**Atténuations de produits**		**4 000,00 €**		
Art. 701249	Reversement redevance agence de l'eau		4 000,00 €		
Ch. **022**	**Dépenses imprévues**	**4 000,00 €**			
Art. 022	Dépenses imprévues	4 000,00 €			
TOTAL FONCTIONNEMENT		**4 000,00 €**	**4 000,00 €**	**- €**	**- €**
TOTAL GENERAL		**4 000,00 €**	**4 000,00 €**	**- €**	**- €**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte cette décision modificative.

6 – Finances – Budget Assainissement – Décision modificative budgétaire n°1

Madame Karine CLAUDE expose que suite à un contrôle de l'agence de l'eau Rhin-Meuse relatif aux redevances versées par la Commune à cet établissement public pour les années 2017 à 2019, il apparaît que des sommes complémentaires de redevances n'ont pas été collectées à l'occasion de la facturation mais doivent être versées à l'agence, au titre des factures dressées pour les abonnés disposant d'une fontaine.
Elle propose donc au conseil municipal d'adopter une décision modificative budgétaire sur le budget de l'assainissement afin de permettre ce versement complémentaire d'environ 1 500 €.
Le projet de décision modificative budgétaire est donc le suivant :

Commune de VAGNEY - Budget Assainissement 2021 - Décision modificative n°1 - Transfert de crédits

Désignation		Dépenses		Recettes	
		Diminution	*Augmentation*	*Diminution*	*Augmentation*
FONCTIONNEMENT					
Ch. **014**	**Atténuations de produits**	**- €**	**1 500,00 €**	**- €**	**- €**
Art. - 706129 Reverst redevance modernisat° agence eau		- €	1 500,00 €	- €	- €
Ch. 70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**- €**	**- €**	**- €**	**1 500,00 €**
Art. - 70611 Redevance d'assainissement collectif		- €	**- €**	- €	1 500,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT		**- €**	**1 500,00 €**	**- €**	**1 500,00 €**
TOTAL GENERAL		**- €**	**1 500,00 €**	**- €**	**1 500,00 €**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte cette décision modificative.

7 – Finances – Budget Forêt – Décision modificative budgétaire n°1

Madame Karine CLAUDE expose que suite à la délibération du conseil municipal du 13 avril 2021 par laquelle il a décidé de solliciter une aide à la replantation de la forêt communale dans le cadre du plan de relance, il convient à présent de prévoir une décision modificative budgétaire prévoyant les crédits nécessaires à cette opération de reboisement estimée à environ 70 000 € HT, financée probablement à hauteur de 35 000 € par l'Etat.
Elle propose donc l'adoption du projet de décision suivant :

Commune de VAGNEY - Budget Forêt 2021 - Décision modificative n°1 - Crédits supplémentaires				
Désignation	**Dépenses**		**Recettes**	
	Diminution	*Augmentation*	*Diminution*	*Augmentation*
FONCTIONNEMENT				
Ch. - 011 Charges à caractère général	**12 000,00 €**			
Art. - 61524 Bois et forêts	12 000,00 €			
Ch. - 023 Virement à la section d'investissement		**12 000,00 €**		
Art. - 023(ordre) Virement à la section d'investissement		12 000,00 €		
TOTAL FONCTIONNEMENT	**12 000,00 €**	**12 000,00 €**	**- €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
Ch. - 020 Dépenses imprévues	**1 000,00 €**			
Art. - 020 Dépenses imprévues	1 000,00 €			
Ch. - 021 Virement de la section d'exploitation				**12 000,00 €**
Art. - 021(ordre) Virement de la section d'exploitation				12 000,00 €
Ch. - 13 Subventions d'investissement				**35 000,00 €**
Art. - 1311 Etat et Etablissements nationaux				35 000,00 €
Ch. - 20 Immobilisations incorporelles(sauf le 204)		**12 000,00 €**		
Art. - 2031 Frais d'études		12 000,00 €		
Ch. - 21 Immobilisations corporelles	**2 000,00 €**			
Art. - 2117 Bois et forêts	2 000,00 €			
Ch. - 23 Immobilisations en cours		**38 000,00 €**		
Art. - 2312 Agencements et aménagements de terrains		38 000,00 €		
TOTAL INVESTISSEMENT	**3 000,00 €**	**50 000,00 €**	**- €**	**47 000,00 €**
TOTAL GENERAL	**15 000,00 €**	**62 000,00 €**	**- €**	**47 000,00 €**

Madame CLAUDE précise qu'à l'origine le projet était plutôt subventionné à hauteur de 45 000 € au lieu de 35 000 € mais qu'aucun montant de subvention ne peut-être certain tant que les devis de travaux n'ont pas été élaborés. Au total le projet s'élèverait à 70 000 € HT maîtrise d'œuvre comprise.
Monsieur le Maire ajoute qu'il s'agissait d'une opportunité à saisir afin de reboiser notre forêt et donc favoriser notre patrimoine forestier, avec d'ailleurs un taux de financement relativement bon. Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte cette décision modificative.

8 – Finances – Autorisation de signature de contrats de prêts auprès du crédit agricole

Madame Karine CLAUDE présente le plan de financement du projet de lotissement des roches de Fontaine, du projet d'achat de tracteur aux services techniques municipaux et du projet d'achat de l'espace saint-hubert.
Après avoir exposé que ces plans de financement ne pouvaient être comblés que par la contraction de plusieurs emprunts, elle présente les différentes offres reçues des établissements bancaires contactés et fait part de l'étude faite en commission des finances du 20 mai 2021.
Suite aux consultations menées pour le financement de ces différents projets, la commission finances a émis un avis favorable sur l'établissement bancaire à retenir pour les emprunts à contracter, à savoir le crédit agricole, qui a fait part de la meilleure offre de financement d'ensemble.
Elle expose donc que les sommes suivantes
-80 000 € sur court terme pour financer le tracteur
-821 500 € en crédit relais pour pré-financer le lotissement des roches de fontaine
-400 000 € sur long terme pour financer l'achat de l'espace saint-hubert
sont nécessaires au financement de ces travaux et précise que les crédits suivants sont nécessaires au financement des projets évoqués. Elle précise cependant que concernant l'emprunt de l'espace saint-hubert, qui est optionnel, l'autorisation donnée par le conseil municipal se ferait sous réserve de la décision à venir sur l'acquisition du bâtiment, en l'attente de celle-ci, et n'autorise la conclusion du contrat qu'au moment où cette décision sera intervenue et aux conditions financières qui seront applicables.
Monsieur le Maire analyse que les taux proposés sont très bas, notamment par rapport aux emprunts que la commune rembourse actuellement, ce qui est très intéressant pour financer certains investissements importants.
Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des différentes offres de financement et leurs conditions générales respectives, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
-autorise Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à la contraction des emprunts suivants auprès du Crédit Agricole d'un montant de :

- 80 000,00 € à un taux fixe de 0,44% sur la base d'un emprunt d'investissement remboursable à échéance trimestrielle sur une durée totale de 5 ans avec frais de dossier de 100 € et possibilité de remboursement anticipé contre paiement d'une indemnité actuarielle, date de déblocage des fonds souhaitée au 10 juin 2021, amortissement souhaité : constant.
- 821 500,00 € à un taux fixe de 0,29% sur la base d'un emprunt relais remboursable sous une durée maximale de 3 années renouvelable avec frais de dossier de 821,50 € et possibilité de remboursement anticipé sans pénalité ni préavis, date de déblocage des fonds souhaitée au 10 juin 2021, amortissement souhaité : constant ;

- 400 000,00 € dont le taux reste à venir (actuellement 0,71%), sur la base d'un emprunt d'investissement remboursable à échéance trimestrielle sur une durée totale de 20 ans avec frais de dossier de 400 € et possibilité de remboursement anticipé contre paiement d'une indemnité actuarielle dans les conditions particulières ci-dessus précisées ;
- autorise M. le Maire à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec Le Cré dit Agricole.
- Dit que les crédits correspondants sont prévus aux budgets 2021.

9 – Finances – Remboursement des frais d'électricité de la station de pompage par la Commune de Sapois pour l'année 2020

Madame Karine CLAUDE rappelle que la consommation d'électricité de la station de pompage d'eau est commune à Vagney et Sapois.

En conséquence, la Commune de Vagney ayant payé la totalité de la consommation électrique de l'année 2020, il convient de se faire rembourser auprès de la Commune de Sapois de la participation qui lui incombe, la participation étant établie en fonction de la consommation de chaque sous-compteur communal.

Madame l'adjointe propose le calcul de répartition suivant :

Période	HT	CONSO (kWh)
Janvier	1 115,88 €	7768
Février	2 134,41 €	15 527
Mars	1 018,43 €	7612
Avril	725,87 €	7186
Mai	714,72 €	7219
Juin	726,84 €	7234
Juillet	762,01 €	7569
Août	753,16 €	7454
Septembre	657,68 €	6239
Octobre	724,22 €	7081
Novembre	963,21 €	7232
Décembre	1 239,27 €	9063
TOTAL	**11 535,70 €**	**97 184**

PRIX MOYEN DU kWh	11 535,70	÷	97 184	**0,1187 €**

Consommation sous compteur SAPOIS	**kWh**
heures pleines été, hiver	4 457
heures creuses été, hiver	1 926
Total consommation sous compteur SAPOIS	**6 383**

Soit	6 383	x	0,12	=	757,66 €
TVA	20%				151,54 €
Total TTC					**909,19 €**

Monsieur le Maire remercie madame CLAUDE d'avoir remplacé rapidement monsieur l'adjoint aux finances qui n'a pu assister à la présente séance du conseil municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

FIXE à **909,19 €** la participation due par la Commune de Sapois à la Commune de Vagney au titre des frais d'électricité nécessaires au fonctionnement de la station de pompage.

10 – Finances – Vote du règlement d'utilisation et des tarifs de mise à disposition d'une scène mobile

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'autoriser la convention de mise à disposition d'une scène mobile, il y a lieu d'évaluer les bénéficiaires et les conditions financières de la location.

Il donne lecture du règlement de mise à disposition de la scène mobile, dont les conditions sont énoncées ci-après.

Monsieur le Maire précise que le montage du matériel sera assuré par les agents du service technique qui seront formés à l'utilisation de la scène mobile. Monsieur VINCENT précise que la première formation au montage est prévue le vendredi 25 juin pour préparer le concert de musique du lendemain.

Monsieur le Maire ajoute également que ce matériel, bien que pouvant être mis à disposition, est prioritairement destiné aux besoins locaux et communaux, notamment pour nos associations, qui se verront présenter ce matériel lors d'une réunion le 10 juin.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu le projet de règlement présentement annexé

Décide, à compter du 28 mai 2021

<u>De fixer les Bénéficiaires</u>

La mise à disposition du matériel se fera à titre GRATUIT pour :

- Les associations de la Commune (dont le siège social est fixé à VAGNEY ou à la mairie de VAGNEY)
- Les écoles de la commune
- Les animations de village

La mise à disposition du matériel se fera à titre PAYANT pour :

- Les associations situées hors de la Commune de Vagney
- Les entreprises privées
- Les particuliers résidents principaux de la commune de Vagney

<u>De fixer les conditions financières</u>

Le matériel est mis à disposition des associations à titre GRATUIT avec un chèque de caution de 500 euros.

Le matériel est mis à disposition des associations hors commune de Vagney, etc... à titre PAYANT comme suit ;

- Avec un chèque de caution de 3000 euros.
- Un barème kilométrique de 1,375 euros du kilomètre (arrondi au centime supérieur)
- Un forfait montage-démontage de 240 euros
- Un forfait week-end de 500 euros
- Un forfait par jour supplémentaire de 100 euros
- Un forfait pour la livraison et la reprise un samedi de 100 euros

Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention et toute pièce annexe avec les différents demandeurs, et en assurer la bonne exécution avec chaque utilisateur.

11 – Personnel – Vote de la contribution annuelle au groupement d'action sociale de l'amicale du personnel

Madame l'adjointe au personnel présente la demande de subvention du Groupement d'action sociale de l'amicale du personnel communal pour l'année 2021.

Considérant le mode de calcul retenu soit : 1,4 % de la masse salariale relevée au Chapitre 12, articles 64111, 64131 et 64168 de l'exercice 2020 moins la cotisation CNAS 2021 réglée à l'article 6474.

Elle propose de verser au groupement d'action sociale de l'amicale du personnel communal une subvention de 4 310.50 €.

Monsieur VINCENT constate donc qu'à l'avenir la subvention attribuée à l'association de l'amicale du personnel pourra être enlevée de la liste des subventions attribuées aux associations municipales, car étudiée en dehors de ce contexte, du fait que cela concerne le personnel communal et moins le secteur associatif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Décide d'approuver le mode de calcul repris ci-dessus pour l'année 2021.

Dit que la somme ainsi calculée soit 4 310.50 € est prévue au Budget et sera versée au titre d'une subvention au Groupement d'Action Sociale de l'Amicale du Personnel communal pour l'année 2021.

12 – Personnel – Création de postes pour avancement de grade

Madame l'adjointe au personnel informe le Conseil Municipal que 2 agents de la collectivité remplissent les conditions pour un avancement de grade à compter du 01/07/2021 et 1 à compter du 01/09/2021.

Vu l'arrêté n°29/2021per du 19 février 2021 portant établissement des lignes directrices de gestion de la collectivité,

Elle propose de créer :

- 1 poste d'adjoint technique territorial principal de 1ère classe à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de technicien territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/07/2021

- 1 poste de rédacteur territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/09/2021

Et de supprimer par voie de conséquence :

- 1 poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de technicien territorial à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de rédacteur territorial à 35H00 à compter du 01/09/2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE à " l'unanimité "de créer :

- 1 poste d'adjoint technique territorial principal de 1ère classe à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de technicien territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de rédacteur territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/09/2021

Et de supprimer par voie de conséquence :

- 1 poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de technicien territorial à 35H00 à compter du 01/07/2021
- 1 poste de rédacteur territorial à 35H00 à compter du 01/09/2021.

De compléter en ce sens, le tableau des effectifs des fonctionnaires territoriaux de la collectivité et d'inscrire au budget les crédits correspondants

13 – Associations – Vote des subventions aux associations pour l'année 2021

Monsieur l'adjoint aux affaires culturelles et associatives expose qu'il est nécessaire d'adopter les subventions aux associations pour l'exercice 2021 telles qu'étudiées en commission associations et exposées ci-après :

NOM DE L'ASSOCIATION	Proposition 2021
Accueil de tourisme	100,00 €
AFN anciens combattants	100,00 €
ATMA YOGA	100,00 €
Association des chasseurs	100,00 €
Club Vosgien - Marche	100,00 €
In Vosges we trust	100,00 €
Echiquier Gérômois	100,00 €
Les cavaliers du Tôt	100,00 €
Les Courtes Gueules	100,00 €
Rando Vagney	100,00 €
Refuge du loup Nibiru	100,00 €
Association sportive du collège de Vagney	200,00 €
Assoupline	215,00 €
Club Vosgien - VTT	225,00 €
Association pour la Prévention routière	240,00 €
Les Z'Amis de l'Ecole	381,00 €
Modélisme	445,00 €
Tir à l'arc	790,00 €
Foyer de ski de fond	895,00 €
TRUC	1 055,00 €
Twirling	1 135,00 €
Comité des fêtes	1 270,00 €
COHM	1 370,00 €
Ski Club Vagney Rochesson (Club Vosgien)	1 390,00 €

Tennis	2 190,00 €
ASV	2 940,00 €
TOTAL	15 841,00 €

Monsieur l'adjoint aux associations rappelle que les associations ont comme chaque année du 1er janvier au 31 mars de l'année en cours pour déposer un dossier de demande de subvention, que la commission association étudie ensuite pour faire les propositions de subventions au conseil municipal. Il précise que les membres d'un conseil d'administration ou d'un bureau d'association siégeant également au conseil municipal ne doivent pas prendre part à la délibération.
Il ajoute que concernant la méthode suivie, les montants 2020 ont été repris pour 2021, sauf pour les nouvelles demandes qui ont fait l'objet d'une proposition selon le barème en vigueur.
Hors la présence de M. Willy LANGLOIS, M. Ludovic VINCENT et M. Philippe CUNY, conseillers municipaux intéressés dans cette affaire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Vu l'avis favorable de la commission des associations réunie le 22 avril 2021
DECIDE d'attribuer aux associations, pour l'année 2021, les subventions ci-dessus.

14 – Périscolaire – Autorisation de signature de l'avenant n°2 à la convention d'objectif et de partenariat avec l'association des p'tites gueules

Madame l'adjointe aux affaires périscolaires propose au conseil municipal d'adopter un avenant à la convention pluri-annuelle de service avec l'association les ptites gueules afin de modifier le montant de subvention annuelle attribué à cette association pour le service assuré. En effet, elle explique que les résultats financiers de l'association depuis sa création en 2018 sont positifs et laissent à la structure des marges suffisantes en cas d'imprévu.
Elle propose donc d'adopter cet avenant pour l'année restante de la convention tri-annuelle afin de diminuer la subvention annuelle versée de 150 000 € à 120 000 €, en précisant cependant que la Commune reste à disposition de l'association pour toute aide ponctuelle nécessaire afin de couvrir un imprévu financier important.
Madame l'adjointe donne lecture de l'avenant proposé au vote, qui sera joint en annexe de la délibération.
Monsieur le Maire ajoute que la subvention initialement définie était relativement élevée afin que la nouvelle association dispose de ressources suffisantes pour assurer ce service qui était repris de façon nouvelle sur le territoire voinraud, à la suite de la dissolution de l'association l'Alphabet. Toutefois depuis la création de cette nouvelle association, il atteste que chaque année a permis de réaliser des excédents comptables, pour partie reversés à la Commune en application de la convention d'objectif, mais permettant toutefois à l'association de constituer des réserves conséquentes et désormais suffisantes.
Madame ROBERT ajoute que cela montre la bonne santé de l'association.
Hors la présence de Mme Dorine ROBERT et Mme Vanessa ORIVEL, conseillères municipales intéressées dans cette affaire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte la proposition exposée ci-dessus ;
Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant à intervenir ainsi que toute pièce en assurant la bonne exécution.

15 – Affaires scolaires – Vote des tarifs scolaires pour l'année 2021/2022

Madame l'adjointe aux affaires scolaires présente au Conseil Municipal, les montants de participations, de dotations et de tarifs pour l'année scolaire 2021/2022 proposés par la commission des affaires scolaires et périscolaires réunie le 08 février 2021.
Madame ROBERT précise que rien n'a changé par rapport à l'année passée, en dehors de la participation au coût du transport scolaire des collégien, qui passe de 45 à 47 € du fait que la participation demandée aux parents passe de 90 à 94 € par élève.
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Le Conseil Municipal décide de fixer ainsi qu'il suit les tarifs pour **l'année scolaire 2021/2022** :

ALLOCATION DE DIRECTION	
Ecole Primaire des Perce Neige Ecole Maternelle du Centre	175,00 €
DOTATION SCOLAIRE PAR ELEVE	
Ecole Primaire des Perce Neige Ecole Maternelle du Centre	43,00 €
VOYAGES SCOLAIRES (dotation par élève)	
Ecole Primaire des Perce Neige (Sauf classes CM2) Ecole Maternelle du Centre	12,50 €
Ecole Primaire des Perce Neige classes CM2	78,00 €

TRANSPORT SCOLAIRE (recevabilité des dossiers jusqu'au 30 juin 2022)	
Participation communale au transport des collégiens domiciliés à VAGNEY pour se rendre au collège à SAULXURES sur MOSELOTTE	47€/94€

De fixer pour l'année scolaire 2020/2021, le montant de la participation des communes extérieures aux dépenses scolaires à 96,00 €.

16 – Institutions – Commission Lotissement – Modificatif

Vu la délibération n° 36/2021 du 23 mars 2021

Monsieur le Maire expose que concernant la composition des commissions municipales, il convient de retirer de la commission Lotissement sur leur demande les membres suivants :

- Michaël ROHR
- Jean-Michel MARTIN
- Aurélie GASSER-MANGEOT

Monsieur le Maire précise en effet que les membres du conseil municipal intéressés directement ou indirectement dans les sujets abordés par cette commission ne peuvent y siéger, si bien qu'il convenait d'en régulariser la composition.

Après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité, le Conseil Municipal adopte la nouvelle composition de la commission lotissement tenu compte des retraits ci-dessus exposés.

La composition des autres commissions municipales reste inchangée.

17 – Lotissement – Détermination du règlement de lotissement des roches de fontaine

Monsieur PIQUEE invite les conseillers municipaux intéressés dans cette affaire à quitter la salle le temps des délibérations.

Monsieur l'adjoint aux travaux expose que dans le cadre du projet de lotissement aux roches de Fontaine, et suite à la commission Lotissement du 04 mai 2021, il propose au conseil municipal d'adopter le règlement de lotissement qui s'appliquera à l'ensemble des 26 lots à bâtir qui seront vendus dans cette opération et aux constructions qui y seront réalisées.

L'objectif de ce règlement est de définir certaines conditions de construction (hauteur des constructions et plantations, traitement des eaux pluviales, servitudes, taille des parcelles ...).

Monsieur l'adjoint donne lecture dudit règlement, qui est joint à la délibération, et le soumet à l'adoption du conseil municipal.

Vu l'avis favorable de la commission lotissement du 04 mai 2021,

Monsieur PIQUEE ajoute que le règlement en question fixe les principales règles de construction qui s'appliqueront aux différentes parcelles : hauteur des constructions, traitement des eaux pluviales. Il annonce également qu'est instauré un système de cautionnement voirie de 1500 € afin de pouvoir responsabiliser les acquéreurs lors de la construction de leur maison pour ne pas abimer la voirie et, en pareil cas, de pouvoir disposer de fonds pour assurer les réparations.

Hors la présence de M. Michaël ROHR, M. Jean-Michel MARTIN, Mme Aurélie GASSER-MANGEOT, Mme Maxime LECOMTE-MARTIN, Mme Vanessa ORIVEL, conseillers municipaux intéressés dans cette affaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, Le conseil municipal,

Adopte le projet de règlement de lotissement tel qu'annexé en pièce jointe de la délibération,

Précise qu'il sera affiché en Mairie et annexé au dossier de commercialisation des parcelles à vendre mis à la disposition des différents candidats à l'acquisition d'un terrain à bâtir, pour mise en ligne sur le site internet vagney.eu.

Ajoute qu'il sera annexé à chaque acte de vente conclu avec les acheteurs des parcelles pour application rigoureuse de ses diverses dispositions.

18 – Lotissement – Détermination du règlement d'attribution des lots à bâtir du lotissement des roches de fontaine

Monsieur l'adjoint aux travaux expose que dans le cadre du projet de lotissement aux roches de Fontaine, et suite à la commission Lotissement du 04 mai 2021, il propose au conseil municipal d'adopter le règlement d'attribution des 26 lots à bâtir aux différents candidats à l'acquisition d'une parcelle.

Ce document sera mis en ligne sur le site internet municipal pendant toute la durée de commercialisation des parcelles, soit du 1er au 30 juin 2021, afin de définir les règles objectives et publiques de dépôt des dossiers et d'attribution des parcelles, instaurant un système de tirage au sort des dossiers déposés.

Monsieur l'adjoint donne lecture dudit règlement, qui est joint à la délibération, et le soumet à l'adoption du conseil municipal.

Vu l'avis favorable de la commission lotissement du 04 mai 2021,

Monsieur PIQUEE précise que le système retenu pour sélectionner les candidats à l'achat d'une parcelle est donc le tirage au sort, qui sera public et définir d'abord l'ordre des lots à tirer, puis lot par lot le candidat retenu parmi

ceux ayant choisi la parcelle en question. 3 choix maximum sont fait pour chaque candidat, qui ne peut par ailleurs disposer que d'un seul lot.
Monsieur le Maire précise que l'objectif est d'être aussi impartial que possible et d'éviter tout litige ou toute accusation de favoritisme : chaque candidat a la même chance d'obtenir une parcelle.
Monsieur ANTOINE demande si, suite au tirage, les candidats peuvent échanger. Il est répondu que non puisqu'ils sont engagés à l'acquisition de la parcelle. Monsieur ANTOINE demande également si la division pour revente est possible. Il est répondu que non pendant une durée de 10 ans, après quoi le règlement de lotissement sera intégré au plan local d'urbanisme.
Monsieur PIERREL précise que les actes seront réalisés par le notaire de la commune, Me Catella.
Monsieur PIQUEE ajoute que si tous les lots ne sont pas vendus suite au premier tirage au sort, d'autres auront lieu jusqu'à ce que toutes les parcelles soient vendues, avec l'objectif d'avoir tout vendu pour le printemps 2022.
Hors la présence de M. Michaël ROHR, M. Jean-Michel MARTIN, Mme Aurélie GASSER-MANGEOT, Mme Maxime LECOMTE-MARTIN, Mme Vanessa ORIVEL, conseillers municipaux intéressés dans cette affaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, Le conseil municipal,
Adopte le projet de règlement d'attribution des lots à bâtir tel qu'annexé en pièce jointe de la délibération,
Précise qu'il sera affiché en Mairie et annexé au dossier de commercialisation des parcelles à vendre mis à la disposition des différents candidats à l'acquisition d'un terrain à bâtir, pour mise en ligne sur le site internet vagney.eu.
Décide que cette commercialisation sera publiée par le site internet municipal du 1er au 30 juin 2021, dates d'ouverture et de clôture fixant par ailleurs le délai laissé aux candidats pour déposer un dossier de candidature,
Décide de recourir au principe du tirage au sort pour la détermination des dossiers de candidatures retenus pour l'achat des parcelles mises en vente, confié à un huissier de justice,
Autorise la signature de tout acte propre à l'application de la présente délibération.

19 – Lotissement – Détermination des prix de vente des lots à bâtir du lotissement des roches de fontaine
Monsieur l'adjoint aux travaux expose que dans le cadre du projet de lotissement aux roches de Fontaine, et suite à la commission Lotissement du 04 mai 2021, il est nécessaire au conseil municipal d'arrêter le plan de financement du projet de lotissement aux roches de Fontaine et de définir le prix de vente de chaque parcelle commercialisée.
Ces prix, différents selon les parcelles, tiennent compte de la situation particulière de chaque terrain (exposition, vue, surface plane ou accidentée), éventuellement des parties situées en zone non-constructible, des coûts de viabilisation ainsi que de l'avis du service des domaines qui définit un prix moyen minimal de 42 €/m² sur la zone à urbaniser. Le montant de l'opération s'élève à environ 1 060 000,00 € TTC, réfection de la voirie rue des roches de fontaine et imprévus inclus, pour une superficie à commercialiser de 21 014 m² (26 lots). Un prix moyen d'environ 48,52€/m² tenu compte des surfaces non-constructibles semble correspondre au prix du marché.
Il rappelle que la vente de ces parcelles est soumise au régime de la TVA sur la marge.
Ces prix définis par la commission Lotissement ont été validés par le trésorier principal de Gérardmer.
Monsieur l'adjoint propose donc l'adoption des tarifs de vente suivants pour chaque parcelle à commercialiser :

	surface parcelle	Surface Constructible	Surface Non Constructible	Prix M² Constructible	Prix M² non constructible	Prix parcelle € TTC	Prix M² parcelle
LOT n°1	929	812	117	55	15	46 415,00 €	49,96 €
LOT n°2	876	540	336	65	15	40 140,00 €	45,82 €
LOT n°3	847	322	525	60	15	27 195,00 €	32,11 €
LOT n°4	899	416	483	60	15	32 205,00 €	35,82 €
LOT n°5	792	372	420	65	15	30 480,00 €	38,48 €
LOT n°6	641	351	290	65	15	27 165,00 €	42,38 €
LOT n°7	668	382	286	65	15	29 120,00 €	43,59 €
LOT n°8	687	402	285	65	15	30 405,00 €	44,26 €
LOT n°9	736	489	247	65	15	35 490,00 €	48,22 €
LOT n°10	856	644	212	60	15	41 820,00 €	48,86 €
LOT n°11	773	484	289	60	15	33 375,00 €	43,18 €
LOT n°12	946	372	574	55	15	29 070,00 €	30,73 €
LOT n°13	834	635	199	50	15	34 735,00 €	41,65 €
LOT n°14	1133	1133	0	45	15	50 985,00 €	45,00 €
LOT n°15	991	991	0	50	15	49 550,00 €	50,00 €
LOT n°16	846	846	0	60	15	50 760,00 €	60,00 €
LOT n°17	721	721	0	55	15	39 655,00 €	55,00 €
LOT n°18	676	676	0	55	15	37 180,00 €	55,00 €
LOT n°19	686	686	0	65	15	44 590,00 €	65,00 €
LOT n°20	663	663	0	60	15	39 780,00 €	60,00 €
LOT n°21	611	611	0	60	15	36 660,00 €	60,00 €
LOT n°22	679	679	0	60	15	40 740,00 €	60,00 €
LOT n°23	670	670	0	60	15	40 200,00 €	60,00 €
LOT n°24	995	995	0	65	15	64 675,00 €	65,00 €
LOT n°25	963	963	0	65	15	62 595,00 €	65,00 €
LOT n°26	896	896	0	65	15	58 240,00 €	65,00 €
TOTAL	**21014**					**1 053 225,00 €**	**48,52 €**

Vu l'avis favorable de la commission lotissement du 04 mai 2021,
Vu l'avis du service des domaines en date du 30 avril 2021,
Monsieur PIQUEE précise qu'à cette heure, le lotissement est composé de 26 parcelles à vendre en vertu du permis d'aménager, et que peut-être à l'avenir une ou deux parcelles supplémentaires seraient ajoutées.
Il explique que les prix du m² constructible proposés varient de 45 à 65 € en fonction de l'exposition, la topographie, la vue, et que pour les parcelles en partie composées de terrain non-constructible, le prix du m² constructible est de 15 €. Il ajoute que le total du produit des ventes permet en retour d'avoir un budget global d'opération équilibré.
Hors la présence de M. Michaël ROHR, M. Jean-Michel MARTIN, Mme Aurélie GASSER-MANGEOT, Mme Maxime LECOMTE-MARTIN, Mme Vanessa ORIVEL, conseillers municipaux intéressés dans cette affaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, Le conseil municipal,
Adopte les tarifs de vente de chaque parcelle tels que définis ci-dessus,
Autorise la signature de tous les documents nécessaires à la commercialisation, au bornage et à la vente des parcelles à bâtir au profit des acquéreurs futurs suite à l'application des règles d'attribution après candidature, y compris les actes passés devant notaire,
Précise que passé un délai de 4 mois suite à la première commercialisation du 1er au 30 juin 2021, les lots restés sans offre et donc invendus pourront faire l'objet d'une réévaluation de leur prix de vente par délibération du conseil municipal.

20 – Lotissement – Dénomination de la voie publique d'accès au lotissement des roches de fontaine
Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;
Considérant qu'il appartient au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.
Monsieur l'adjoint à l'environnement expose qu'il y a lieu de dénommer une rue dans le cadre du projet de lotissement aux roches de Fontaine.
Il convient, pour faciliter son repérage, d'identifier clairement le nom des lieux en lui affectant une dénomination.
Suite aux diverses propositions adressées par les conseillers municipaux, il est proposé de dénommer la rue selon la proposition majoritaire qui est « Rue du Mezy ».
Monsieur PIQUEE précise que l'arrivée dans le lotissement se fait par la rue des roches de fontaine et se dirige vers l'impasse de la clairière en sens unique. Il est important que les futurs acheteurs ainsi que les concessionnaires de réseaux connaissent rapidement le nom de la rue afin que les démarches administratives

puissent être menées avec les bonnes informations de localisation. Un nouveau nom a été privilégié afin de ne pas mélanger avec la rue des roches de fontaine qui existe déjà.
Monsieur PIERREL ajoute que le Mezy est le lieu futur d'une plantation de bois communaux, lorsque le terrain y sera acheté.
Hors la présence de M. Michaël ROHR, M. Jean-Michel MARTIN, Mme Aurélie GASSER-MANGEOT, Mme Maxime LECOMTE-MARTIN, Mme Vanessa ORIVEL, conseillers municipaux intéressés dans cette affaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,
-suit et adopte la proposition évoquée ci-dessus ;
-charge Monsieur le maire de communiquer cette information aux services d'incendie et de secours, La Poste, concessionnaires de réseaux.

21 – Communauté de Communes – Délibération relative aux statuts, siège et nom
Vu l'arrêté n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges issue de la fusion des communautés de communes de Gérardmer Monts et Vallées, de la Haute Moselotte et Terre de Granite.
Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.
Vu la délibération n°10/2020 de la Communauté de Communes des Hautes Vosges portant demande de sortie des communes de LE VALTIN, LE THOLY, GERARDMER, XONRUPT-LONGEMER, LIEZEY, REHAUPAL, GRANGES-AUMONTZEY de la communauté de communes des Hautes-Vosges
Vu le rapport d'incidence du 20 mai 2021 sur la scission de la communauté de communes des Hautes-Vosges
Monsieur le Maire expose que par délibération n° 150/2018 du 09 octobre 2018, le conseil municipal a pris la décision de donner son accord au départ, du périmètre de la communauté de communes de Hautes-Vosges, des Communes de Gérardmer, Xonrupt-Longemer, Le Valtin, Le Tholy, Rehaupal, Granges-Aumontzey et Liézey suite à leur souhait et à la délibération du conseil communautaire en ce sens.
Les représentants des communes de LE VALTIN, LE THOLY, GERARDMER, XONRUPT-LONGEMER, LIEZEY, REHAUPAL, GRANGES-AUMONTZEY ont en effet manifesté leur souhait de quitter la Communauté de communes des Hautes Vosges et de recréer une communauté de communes autour de GERARDMER regroupant les communes citées ci avant et la commune de CHAMPDRAY à compter du 1er janvier 2022.
La loi Engagement et proximité prévoit la possibilité de recréer un nouveau périmètre intercommunal, à la demande d'une seule commune appartenant à ce périmètre.
La commune de VAGNEY porte, au nom des communes de LA BRESSE, CORNIMONT, SAULXURES sur MOSELOTTE, VENTRON, THIEFOSSE, VAGNEY, GERBAMONT, BASSE SUR LE RUPT, SAPOIS, ROCHESSON, LE SYNDICAT, TENDON, CLEURIE et LA FORGE, une demande de création d'une communauté de communes issue de la scission de la Communauté de communes des Hautes Vosges demandée par les communes susmentionnées au premier paragraphe de la présente à compter du 1er janvier 2022.
Afin de poursuivre cette procédure, il propose donc au conseil municipal de délibérer afin de demander au préfet des Vosges la création d'un nouveau périmètre intercommunal afin de définir un nouvel EPCI sans les communes concernées par la scission, qui sera la future structure intercommunale à laquelle la Commune de VAGNEY adhérera.
Le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur la création d'une communauté de communes regroupant les communes de LA BRESSE, CORNIMONT, SAULXURES sur MOSELOTTE, VENTRON, THIEFOSSE, VAGNEY, GERBAMONT, BASSE SUR LE RUPT, SAPOIS, ROCHESSON, LE SYNDCAT, TENDON, CLEURIE et LA FORGE à compter du 1er janvier 2022
Il expose enfin le rapport d'incidence, obligatoire dans le cadre de la procédure de scission, indiquant les différentes conséquences de la scission de la communauté de communes sur les différents aspects : répartition du personnel et des biens et contrats, des résultats comptables, des emprunts, des créances, compétences et statuts, périmètres des nouveaux EPCI et sièges de leurs organes délibérants
Monsieur le Maire indique que le conseil communautaire a réaffirmé sa volonté de scission le 26 mai et que le rapport d'incidence a été présenté et voté. Monsieur le Maire ajoute que ce rapport ayant été légèrement modifié, il sera renvoyé aux conseillers municipaux dans sa version définitive. Il expose que les impacts de cette scission sont multiples, avec notamment la question du personnel qui est un sujet central et délicat. Il salue cependant le fait que les discussions sur la scission entre les deux territoires ont été relativement apaisées et qu'une étape de plus est franchie dans l'évolution de chaque territoire. Notre conseil municipal délibère donc, et celui de Gérardmer en fera de même le lendemain. Ensuite, le préfet des Vosges prendra un arrêté de périmètre, puis que conseil municipal devra alors voter pour délibérer favorablement sur cet arrêté qui créera les deux futures entités.
Ensuite chaque conseil communautaire se réunira avec sa propre composition et devra délibérer sur son organisation interne : exécutif, syndicats, commissions, PETR, gestion du personnel, etc … .

Madame AUBERT demande combien d'habitants comprendront chaque nouvelle entité. Monsieur le Maire répond que le territoire de Gérardmer sera composé de 14280 habitants, et celui des Hautes-Vosges de 21 303 habitants.
Monsieur PHILIPPE remarque qu'il n'est pas possible de faire autrement car cette communauté de communes ne fonctionnait pas, mais il remarque cependant qu'il s'agit de gâchis.
Monsieur le Maire ajoute que cette scission a toutefois permis, enfin, de travailler et de répartir les compétences de façon cohérente et uniforme dans chaque futur territoire : les cinémas, les piscines, les médiathèques, les services déchets, RAM, etc ... seront pris en chargé à l'échelon intercommunal.
Le camping du Mettey sera repris en interne par la commune à compter de janvier 2022 toutefois.
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal,
APPROUVE l'exposé qui précède et SOLLICITE la création d'une communauté de communes regroupant les communes de LA BRESSE, CORNIMONT, SAULXURES sur MOSELOTTE, VENTRON, THIEFOSSE, VAGNEY, GERBAMONT, BASSE SUR LE RUPT, SAPOIS, ROCHESSON, LE SYNDCAT, TENDON, CLEURIE et LA FORGE à compter du 1er janvier 2022,
APPROUVE les termes du rapport d'incidence du 20 mai 2021 sur la scission de la communauté de Communes des Hautes-Vosges, en annexe de la présente délibération,
AUTORISE M. le Maire à signer toute démarche et tout document permettant l'exécution de la présente délibération.

22 – Intercommunalité – Demande de retrait de communes du SMIC des Vosges
Monsieur le Maire expose que Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour l'informatisation communale fait part de demandes de retrait de certaines collectivités du SMIC soit :
Commune de DEINVILLERS (60 habitants) et Commune de JESONVILLE (126 habitants)
Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal,
Décide d'accepter les demandes de retrait présentées par les collectivités qui précèdent,
Approuve la délibération du n°05/2021 du 25 janvier 2021 prise par le conseil syndical du SMIC.

23 – Domaines – Demande de servitude de passage du réseau public d'eau potable sur les parcelles AC 226 et AC 228
Monsieur l'adjoint aux travaux expose que dans le cadre d'un projet de vente d'un bâtiment situé 1 rue de la goutte de Laine (parcelles cadastrées n° AC 226 et 228) un réseau d'eau potable traverse les parcelles en question.
Il propose donc au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le bénéfice d'une servitude de passage à titre gracieux sur ledit terrain au profit du réseau d'eau potable existant sur la parcelle afin que les futurs propriétaires n'en demandent pas à l'avenir le dévoiement.
Le plan des parcelles avec le réseau concerné est joint en annexe de la délibération.
Les éventuels frais de notaire pour constituer l'acte seraient mis à la charge de la commune.
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte la proposition qui précède et autorise la signature de tout acte en permettant la bonne application.

24 – Domaines – Proposition de cession de terrains communaux au département des Vosges afin de régulariser le terrain d'assiette du futur collège du Ban de VAGNEY – Modificatif
Monsieur l'adjoint aux terrains explique que le Conseil départemental souhaite régulariser le terrain d'assiette du collège par l'acquisition d'une bande de terrain communal située entre le gymnase intercommunal et la demi-pension du collège, cadastrée AH551.
Après bornage par un géomètre, il s'avère que la surface totale est égale à 302 m² (et non 210 m² comme indiqué dans la délibération du 13 avril 2021, n°70/2021). La présente délibération annule et remplace la délibération n°70/2021.
La commission des terrains a émis un avis favorable à cette demande lors de sa réunion du 25 mars 2021.
Cette cession sera réalisée à l'Euro symbolique. Les frais de géomètre et de notaire seront supportés par le Conseil départemental.
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,
Autorise la cession de la parcelle de terrain concernée au Conseil départemental des Vosges.
Autorise la signature de tout document en permettant la bonne exécution.

25 – Domaines – Transfert de propriété du terrain d'assiette de la médiathèque à la communauté de communes des Hautes-Vosges – Modificatif
Monsieur l'adjoint aux terrains explique que la Communauté de Communes des Hautes-Vosges souhaite régulariser le terrain d'assiette de la médiathèque par l'acquisition de son terrain d'assiette appartenant à la commune, cadastré AD 120 et AD 198.

Après bornage par un géomètre, il s'avère que la surface totale est égale à 795 m² (et non 1120 m² comme indiqué dans la délibération du 17 mai 2011, n°89/2021). La présente délibération annule et remplace la délibération n°89/2011 en ce qui concerne la superficie objet du transfert de propriété, les autres dispositions demeurant inchangées.
Cette cession sera réalisée à titre gracieux. Les frais de géomètre et de notaire seront supportés par la Communauté de Communes.
Monsieur PIERREL précise que l'on se limite en l'occurrence à transmettre l'emprise stricte du bâti, si bien que les enrobés devant et le platelage derrière la médiathèque restent la propriété de la commune.
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,
Autorise le transfert du terrain d'assiette de la médiathèque à la Communauté de Communes des Hautes-Vosges pour la superficie indiquée et selon la proposition et le plan, annexé à la présente délibération, qui précède.
Autorise la signature de tout document en permettant la bonne exécution.

26 – Domaines – Autorisation de signature d'un bail rural avec M. Guy ABEL (parcelle n°AT 126)
Monsieur l'adjoint aux terrains informe le Conseil municipal que Monsieur Guy ABEL a sollicité la Commune pour la location de la parcelle de terrain n°AT 126 située au lieudit Sous Faing le Gras.
La commission des terrains qui s'est réunie le 25 mars 2021 a donné son accord pour la location de ces parcelles.
La location est actée pour une année au cours de laquelle le preneur s'engage à entretenir les parcelles et à en assumer le défrichement nécessaire à leur exploitation. A l'issue de l'année, le Conseil municipal pourra se prononcer sur la location des parcelles pour une durée de 9 années.
Le bail de location sera consenti moyennant un loyer annuel de 6,11 € payable en une fois.
Le loyer sera réajusté annuellement, en fonction de la variation de l'indice des fermages fixé par arrêté préfectoral en application du code rural.
Monsieur l'adjoint donne lecture du bail rural qui est joint en annexe de la délibération.
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité
Autorise Monsieur le Maire à signer le bail rural à intervenir et tous documents relatifs à celui-ci.

27 – Domaines – Autorisation de signature d'un bail rural avec M. Guy ABEL (parcelle n°AT 127)
Monsieur l'adjoint aux terrains informe le Conseil municipal que Monsieur Guy ABEL a sollicité la Commune pour la location de la parcelle de terrain n°AT 127 située au lieudit Sous Faing le Gras.
La commission des terrains qui s'est réunie le 25 mars 2021 a donné son accord pour la location de ces parcelles.
La location est actée pour une année au cours de laquelle le preneur s'engage à entretenir les parcelles et à en assumer le défrichement nécessaire à leur exploitation. A l'issue de l'année, le Conseil municipal pourra se prononcer sur la location des parcelles pour une durée de 9 années.
Le bail de location sera consenti moyennant un loyer annuel de 5,23 € payable en une fois.
Le loyer sera réajusté annuellement, en fonction de la variation de l'indice des fermages fixé par arrêté préfectoral en application du code rural.
Monsieur l'adjoint donne lecture du bail rural qui est joint en annexe de la délibération.
Monsieur PIERREL précise qu'y seront installés des chevaux.
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité
Autorise Monsieur le Maire à signer le bail rural à intervenir et tous documents relatifs à celui-ci.

28 – Domaines – Autorisation de signature d'un bail rural avec le GAEC des Jonquilles représenté par M. Fabrice BASTIEN (parcelles n°AT51, 53, 54, 55, 56)
Monsieur l'adjoint aux terrains informe le Conseil municipal que des parcelles de terrain communal situées au lieudit Le Droit des Crémanvillers ont été proposées à la location aux agriculteurs locaux. Il s'agit des parcelles n°AT51, AT53, AT54, AT55 et AT56.
Le GAEC des Jonquilles, représenté par Monsieur Fabrice BASTIEN, s'est porté candidat à cette location.
La commission des terrains qui s'est réunie le 25 mars 2021 a validé cette location.
La location est actée pour une année au cours de laquelle le preneur s'engage à entretenir les parcelles et à en assumer le défrichement nécessaire à son exploitation. A l'issue de l'année, le Conseil municipal pourra se prononcer sur la location des parcelles pour une durée de 9 années.
Le bail de location sera consenti moyennant un loyer annuel de 17,65 € payable en une fois.
Le loyer sera réajusté annuellement, en fonction de la variation de l'indice des fermages fixé par arrêté préfectoral en application du code rural.
Monsieur PIERREL ajoute que cette attribution de parcelles fait suite à une demande adressée à plusieurs exploitants, à laquelle M. BASTIEN a répondu favorablement. Le terrain était en friche et sera donc exploité et entretenu.
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Autorise Monsieur le Maire à signer le bail rural à intervenir et tous documents relatifs à celui-ci.

29 – Domaines – Autorisation de signature d'un bail rural avec M. Hervé JEANGEORGES (parcelle N°AL436)

Monsieur l'adjoint aux terrains informe le Conseil municipal que Monsieur Hervé JEANGEORGES a sollicité la Commune pour la location de la parcelle de terrain n°AL 436 située aux Ejols.

La commission des terrains qui s'est réunie le 25 mars 2021 a donné son accord pour la location de cette parcelle.

La location est actée pour une année au cours de laquelle le preneur s'engage à entretenir la parcelle et à en assumer le défrichement nécessaire à son exploitation. A l'issue de l'année, le Conseil municipal pourra se prononcer sur la location des parcelles pour une durée de 9 années.

Le bail de location sera consenti moyennant un loyer annuel de 14,20 € payable en une fois.

Le loyer sera réajusté annuellement, en fonction de la variation de l'indice des fermages fixé par arrêté préfectoral en application du code rural.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise Monsieur le Maire à signer le bail rural à intervenir et tous documents relatifs à celui-ci.

30 – Intercommunalité – Répartition du capital social de la société publique locale X-DEMAT

La société publique locale dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, notre collectivité a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, ainsi que la Région Grand Est, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Début mars 2021, SPL-Xdemat comptait 2 755 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des administrateurs ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis l'an passé, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2020, 377 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 108 ont été rachetées pour permettre à 9 actionnaires (dont la Région Grand Est) d'en sortir. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 563 actions soit 51,12 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 873 actions soit 6,80 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 330 actions soit 2,57 % du capital social,
- le Département de la Marne : 569 actions soit 4,43 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 293 actions soit 2,28 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 447 actions soit 3,48 % du capital, social,
- le Département de la Meuse : 530 actions soit 4,13 % du capital social,
- le Département des Vosges : 476 actions soit 3,71 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 2 757 actions soit 21,48 % du capital social.

Cette nouvelle répartition détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, *« à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (…) sur la modification portant sur (…) la composition du capital (…) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification »*.

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, à savoir :

  - le Département de l'Aube : 6 563 actions soit 51,12 % du capital social,
  - le Département de l'Aisne : 873 actions soit 6,80 % du capital social,
  - le Département des Ardennes : 330 actions soit 2,57 % du capital social,
  - le Département de la Marne : 569 actions soit 4,43 % du capital social,
  - le Département de la Haute-Marne : 293 actions soit 2,28 % du capital social,
  - le Département de Meurthe-et-Moselle : 447 actions soit 3,48 % du capital, social,
  - le Département de la Meuse : 530 actions soit 4,13 % du capital social,
  - le Département des Vosges : 476 actions soit 3,71 % du capital social,
  - les communes et groupements de communes : 2 757 actions soit 21,48 % du capital social,

  conformément à la liste des actionnaires annexée à la présente ;

- donner pouvoir au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Monsieur PHILIPPE demande si le périmètre de cette structure correspond au périmètre régional. Il est répondu que non car l'Aisne n'est pas dans la région. De plus, Monsieur le Maire ajoute que les communes et EPCI disposent de 21,48% des actions, et il ajoute également que cette société a été créée en 2012.
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal,
Adopte la proposition exposée ci-dessus
Autorise son représentant, Monsieur Victor ANTOINE, à voter cette répartition du capital social lors de la prochaine assemblée générale du 07 juin 2021,
Autorise à signer tout document nécessaire pour l'application de la présente délibération,

31 – Travaux – Demande de subvention pour travaux aux écoles en 2021
Monsieur l'adjoint aux travaux expose qu'au titre de la rentrée de septembre 2021, les écoles élémentaire des Perce-Neige et maternelle du centre nécessitent des travaux de rénovation et de réaménagement.
Le montant total estimé des travaux s'élève à 41 492 € HT.
Une subvention de 11 % du montant en euros HT est envisageable, soit 4 564 €.
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Autorise Monsieur le Maire à chercher tous financements propres à la réalisation du projet et à signer tous documents à cet effet, et sollicite en conséquence les subventions correspondantes auprès du Conseil départemental des Vosges.
S'engage à financer la totalité des travaux et autres prestations nécessaires au projet. Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2021.

32 – <u>Questions et informations diverses</u>

- <u>Travaux</u> : Monsieur PIQUEE informe que pour le projet de lotissement, le panneau de chantier sera prochaine installé sur place afin de diffuser officiellement les informations relatives à la commercialisation des parcelles à vendre, et permettant également de guider les visiteurs potentiels sur place (situation des parcelles, implantation des réseaux, niveau de la voirie par rapport aux terrains...). La voirie de chantier est faite, les réseaux sont donc à venir prochainement. Monsieur ANTOINE demande s'il y a des plaintes du voisinage en raison de nuisances diverses. Monsieur PIQUEE répond qu'il y en a assez peu d'après ses informations, pas de remontées majeures. Ces travaux génèrent forcément du bruit mais les riverains ont été relativement informés, par courrier puis à venir prochainement par une réunion d'information qui vient d'être fixée, et qui ne pouvait être organisée avant du fait des mesures sanitaires. Monsieur ANTOINE remarque qu'en ce moment il existe de gros tas de gravats. Monsieur PIERREL répond que c'est vrai mais qu'ils ne sont qu'en stocks et n'ont pas vocation à rester car ils seront concassés.
- <u>Agenda</u> :
  - Tournoi de ping-pong le 12 juin
  - Concert de musique de l'union musicale voinraude le 26 juin
  - Concert de rock le 2 ou 3 juillet
  - Tournoi d'échecs le 4 juillet.

- Courrier adressé à l'attention de l'Office National des Forêts : Monsieur le Maire informe qu'un courrier a été adressé à l'ONF afin d'avoir des informations sur le remplacement de notre technicien forestier qui sera bientôt en retraite, sans réponse pour lors. Monsieur PIERREL ajoute que généralement, l'ONF laisse le poste vacant au moins une année avant qu'un éventuel remplaçant arrive ce qui signifie qu'en l'attente le secteur sera redistribué entre les différents agents de l'unité territoriale de Cornimont. Il informera le conseil municipal de la prochaine commission forêt.
- Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – avancement de la procédure : Monsieur PIQUEE rappelle que le conseil municipal a lancé une procédure de modification simplifiée afin de supprimer la règle de hauteur de clôture pour les bâtiments publics afin de pouvoir respecter les normes en vigueur, notamment anti-terroristes. L'avis des personnes publiques locales a donc été sollicité, la consultation du public est en cours en Mairie jusqu'à fin du mois de mai, et ensuite la modification sera actée par délibération municipale.
- Rapport d'activité 2020 de la mission locale du pays de Remiremont et ses vallées : Monsieur le Maire informe que la Commune a reçu ce rapport d'activité et qu'il est disponible à la consultation sur demande aux services.
- Courrier adressé par le Préfet des Vosges au sujet du Syndicat de Télévision : Monsieur le Maire informe que nous avons reçu un courrier du Préfet nous indiquant que le syndicat de télévision devait être dissous d'ici la fin de l'année 2021, du fait que depuis la fusion des deux communautés de communes, cette compétence était intercommunale, et avait ensuite était transmises aux communes qui doivent alors gérer elles-mêmes cette compétence.
- Attribution d'une subvention de la dotation d'équipement des territoires ruraux au titre du projet de vidéoprotection : Monsieur le Maire expose que la commune bénéficiera d'une subvention de 49 234 € de l'Etat pour le financement de ce projet.
- Evolutions au sein de l'équipe voirie des services techniques municipaux : Madame CLAUDE expose que le responsable de l'équipe voirie sera prochainement en retraite, et sera donc remplacé en interne par un agent de son équipe. Lui-même sera donc remplacé, une offre d'emploi a été publiée et un recrutement aura prochainement lieu.
- Elections départementales et régionales : Monsieur le Maire informe que les élections auront lieu les 20 et 27 juin à la salle polyvalente afin d'avoir plus d'espace, et qu'il nous faudra bon nombre de volontaires pour le dépouillement car il y a 2 scrutins à dépouiller dans le même temps avec maximum 12 tables de dépouillement soit 48 scrutateurs nécessaires. La disposition des lieux pour limiter les contacts a été étudiée, avec notamment 3 entrées distinctes (une par bureau de vote) et une sortie unique.
- Monsieur VINCENT informe que la prochaine édition de Vagney Actus sera distribuée le week-end du 18 et 19 juin 2021.

L'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h38.

Fait à Vagney, le 1er juin 2021,
Le Maire de Vagney,
Didier HOUOT